

entre la forêt d'Hallatte et la forêt de Neuville en-Hez, ravageant en particulier les cantons de Clermont, Liancourt, Estrées - Saint - Denis, Neuilly-en-Thelle, Mouy, Noailles, et, en priorité : 1<sup>o</sup> versement à tous les ouvriers licenciés d'une indemnité de chômage égale à 75 0/0 du salaire ; 2<sup>o</sup> emploi des ouvriers qui restent sans travail dans des chantiers d'utilité publique avec salaire normal ; 3<sup>o</sup> indemnisation prioritaire des petits et moyens cultivateurs ; 4<sup>o</sup> indemnisation des gros exploitants sous la garantie qu'ils continueront à employer la main-d'œuvre salariée ; 5<sup>o</sup> exonération des impôts afférents à l'année 1950, n<sup>o</sup> 10586

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant autorisation d'engagement et de payement de dépenses au titre de la reconstruction et des dommages de guerre en 1948 ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour travaux de voirie et de distribution de l'eau, gaz et électricité* [30 décembre 1947] (p. 6505). — Pose une question à M. le Ministre de l'Intérieur relative à la situation financière des petites communes de l'Oise [5 mars 1948] (p. 1391). — Prend part à la discussion : du projet de loi instituant une aide temporaire à l'industrie du cinéma ; Art. 3 : *Son amendement tendant à inclure dans le Conseil d'administration un représentant des syndicats de techniciens et ouvriers* [30 juillet 1948] (p. 5096) ; — du projet de loi portant répartition des abattements opérés sur le budget annexe de la radiodiffusion française ; Art. 1<sup>er</sup> : Etat A, Chap. 103 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour les indemnités aux services techniques* [21 juillet 1949] (p. 4937) ; — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950 ; RECONSTRUCTION ET URBANISME, Chap. 4060 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour participation de l'Etat aux habitations à bon marché* [13 juin 1950] (p. 4709) ; Chap. 6070 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 fr. les crédits pour l'expertise des dommages de guerre (Lycée Félix-Faure, à Beauvais)* (p. 4735) ; *le retire* (p. 4736) ; — du projet de loi instituant une aide financière aux victimes des calamités agricoles ; Art. 7 : *Son amendement tendant à verser l'allocation de chômage aux salariés vic-*

*times de sinistres* [4 août 1950] (p. 6645, 6646) ; du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951 ; RADIODIFFUSION, Chap. 1040 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel des services extérieurs (Personnel de la télévision)* [10 avril 1951] (p. 2999) ; Chap. 1050 : *Son amendement tendant à réduire de 4.000 francs les crédits pour le personnel contractuel des services extérieurs (Suppression de deux directeurs régionaux)* (p. 2999) ; — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissement pour l'exercice 1951 ; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION ; Art. 2 : *Son amendement tendant à ne pas diminuer, en cours d'année, les crédits prévus* [18 avril 1951] (p. 3495).

**BRAUN (Mme Madeleine)**, *Député de la Seine (6<sup>e</sup> circonscription).*

*Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre : de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions [4 décembre 1946] (p. 51) ; de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [17 janvier 1950] (p. 299), [25 janvier 1951] (p. 364) ; de la Commission de la presse [29 mai 1947] (p. 1783), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34) ; de la Commission nationale de presse et d'information instituée par l'article 20 de la loi du 11 mai 1946 [28 janvier 1947] (p. 40) ; de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [11 février 1947] (p. 276) ; de la Commission des immunités parlementaires [8 mars 1949] (p. 1328 et 1329), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348).

### Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à faire admettre les femmes à égalité de titres à toutes les fonctions publiques et professions libérales, n<sup>o</sup> 243. — Le 21 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la création dans le département de la Seine du service

départemental d'enlèvement, de transport et de transformation des cadavres d'animaux, des viandes saisies et des déchets organiques de toute nature impropres à la consommation humaine, n° 322. — Le 30 janvier 1947, un rapport au nom de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des pétitions sur les propositions de résolution : 1° de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission spéciale chargée d'enquêter sur la livraison du vin par les producteurs au ravitaillement général et la répartition de ce vin entre les attributaires ; 2° de M. Vée et plusieurs de ses collègues tendant à la nomination d'une Commission d'enquête chargée d'examiner tous les problèmes se rattachant au marché du vin, depuis le 20 juin 1940 jusqu'à ce jour, n° 414. — Le 26 mars 1947, une proposition de loi tendant à affirmer la portée de l'ordonnance n° 45-770 du 21 avril 1945 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 1063. — Le 9 mai 1947, une proposition de loi tendant à abroger les dispositions du décret du 12 avril 1939 relatif à la constitution des associations étrangères, n° 1290. — Le 16 mai 1947, une proposition de loi tendant à établir le statut des étrangers, n° 1337. — Le 30 juillet 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes initiatives permettant de résoudre le plus rapidement possible le problème tragique de l'*Exodus*, n° 2158. — Le 13 novembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à saisir d'urgence l'Assemblée Nationale des projets d'accords douaniers élaborés par la Conférence du commerce et de l'emploi de Genève, n° 2632. — Le 30 décembre 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à élever une protestation contre l'exécution de deux patriotes espagnols, n° 3058. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi tendant à modifier l'article 25 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, n° 3762. — Le 11 mars 1948, une proposition de loi relative à l'abrogation du décret du 6 mai 1939 relatif aux journaux ou écrits périodiques étrangers, n° 3768. — Le 23 décembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire cesser cette violation des décisions internationales que constitue la présence à Paris de

M. Nicolas Franco, frère du général Franco, envoyé en mission par celui-ci, n° 5890. — Le 21 mai 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 6722) concernant M. Marcel Cachin, n° 7244. — Le 1<sup>er</sup> juillet 1949, un rapport au nom de la Commission des immunités parlementaires sur la demande en autorisation de poursuites (n° 7393) concernant M. Cherrier, n° 7710. — Le 28 février 1951, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 50-1568 du 26 décembre 1950 relative à la nullité des actes de spoliation accomplis par l'ennemi ou sous son contrôle, n° 12382.

### Interventions :

Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [3 décembre 1946] (p. 47); [14 janvier 1947] (p. 4).

#### En cette qualité :

Préside : la 2<sup>e</sup> séance du 20 mars 1947 (p. 963); la 3<sup>e</sup> séance du 27 mars 1947 (p. 1180); la séance du 8 mai 1947 (p. 1505); la séance du 13 mai 1947 (p. 1581); la 1<sup>re</sup> séance du 16 mai 1947 (p. 1613); la 1<sup>re</sup> séance du 6 juin 1947 (p. 1951); la séance du 21 juin 1947 (p. 2300); la 1<sup>re</sup> séance du 3 juillet 1947 (p. 2651); la séance du 7 juillet 1947 (p. 2772); la 1<sup>re</sup> séance du 11 juillet 1947 (p. 2968); la 1<sup>re</sup> séance du 18 juillet 1947 (p. 3156); la 1<sup>re</sup> séance du 25 juillet 1947 (p. 3519); la 1<sup>re</sup> séance du 29 juillet 1947 (p. 3639); la 1<sup>re</sup> séance du 1<sup>er</sup> août 1947 (p. 3820); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 14 novembre 1947 (p. 5043); la 2<sup>e</sup> partie de la séance du 27 novembre 1947 (p. 5162); la 2<sup>e</sup> séance du 16 décembre 1947 (p. 5756); la 1<sup>re</sup> séance du 21 décembre 1947 (p. 5997); la 3<sup>e</sup> séance du 29 décembre 1947 (p. 6481). — Est entendue : au cours du débat sur une proposition de résolution relative à la nomination d'une Commission d'enquête sur les problèmes du vin, en qualité de *Rapporteur* [7 février 1947] (p. 223); *Amendement de M. Gérard Vée ayant pour but d'étendre les attributions de la Commission d'enquête* (p. 224); — sur une motion d'ordre (*Renvoi au lendemain de la discussion des projets financiers*) [28 mars 1947] (p. 1265). — Son allocution relative à la commémoration de la victoire de 1945 [8 mai 1947] (p. 1505). — Participe à la discussion de l'interpellation de

M. Fernand Grenier sur la dévolution des biens des entreprises de presse [20 juin 1947] (p. 2273). — Pose une question à M. le Ministre des Affaires étrangères concernant la libération de 32 Français emprisonnés à Valence par le Gouvernement espagnol [4 juillet 1947] (p. 2743). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour [8 juillet 1947] (p. 2831). — Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, Dépenses civiles, Etat A, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES : *Discussion générale* [10 juillet 1947] (p. 2914, 2915, 2916, 2925) ; Chap. 501 : *Son amendement tendant à relever les crédits pour le Centre de cinématographie* (p. 2939) ; de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République ; JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, INFORMATION, Chap. 501 : *Subvention au Centre national de cinématographie* [7 août 1947] (p. 4047, 4048). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les résultats de la Conférence de Moscou [26 juillet 1947] (p. 3585, 3586, 3587, 3588) — Est entendue au cours du débat : sur l'adoption après demande de discussion d'urgence d'une proposition de résolution invitant le Gouvernement à résoudre le problème de l'« Exodus », en qualité de *Rapporteur* [30 juillet 1947] (p. 3712) ; — sur le projet de loi sur la défense de la République ; Art. 2 : *Son rappel au règlement (Mutisme du Rapporteur)* [29 novembre 1947] (p. 5292) ; — sur le projet de loi tendant à assurer la protection de la liberté du travail ; Art. 3 : *Ses explications de vote sur l'ensemble de l'article* [3 décembre 1947] (p. 5478, 5479). — Donne lecture d'une lettre de M. Boisdon donnant sa démission de Député [16 décembre 1947] (p. 5757). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947 ; Etat 1, JEUNESSE, ARTS ET LETTRES, Chap. 500 : *Son amendement relatif à la subvention à l'agence France-Presse* [27 décembre 1947] (p. 6345, 6346). — En qualité de *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale*, préside la : 1<sup>re</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1948 (p. 13) ; 3<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 3 janvier 1948 (p. 18) (Session extraordinaire de 1948) — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Vice-Présidente de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Est entendue au cours du débat sur : la nomination du Bureau de l'Assemblée Nationale : *Son refus*

*de faire acte de candidature* [14 janvier 1948] (p. 154) ; — la proposition de résolution adressant un hommage au nouvel Etat d'Israël : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2781, 2782) ; *Ses explications de vote sur la demande d'ajournement* (p. 2783). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux loyers : *Discussion du budget de la Présidence du Conseil* [18 juin 1948] (p. 3672) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A, PRÉSIDENTE DU CONSEIL, Chap. 100 : *Situation de la presse* [26 juin 1948] (p. 4037, 4038, 4039, 4040, 4041) ; AFFAIRES ÉTRANGÈRES, Chap. 100 : *Ses observations sur la politique étrangère* [30 juillet 1948] (p. 5128, 5129) ; — de la proposition de loi portant révision des zones de salaires : *Sur l'urgence* [28 juin 1948] (p. 4072) ; — des interpellations sur le statut de la Ruhr : *Ses explications sur l'ordre du jour de M. Scherer* [2 décembre 1948] (p. 7368, 7369) ; — du projet de loi portant fixation du budget général 1949 (Dépenses civiles) ; Art. 1<sup>er</sup> : *Situation des réfugiés espagnols* [31 décembre 1948] (p. 8221, 8222). — Est élue *Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale* [11 janvier 1949] (p. 6).

#### En cette qualité :

Préside : la 1<sup>re</sup> séance du 28 janvier 1949 (p. 217) ; la 1<sup>re</sup> séance du 3 février 1949 (p. 297) ; la 2<sup>e</sup> séance du 10 février 1949 (p. 465) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 février 1949 (p. 777) ; la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> mars 1949 (p. 1067) ; la 1<sup>re</sup> séance du 3 mars 1949 (p. 1157) ; la 1<sup>re</sup> séance du 9 mars 1949 (p. 1389) ; la 1<sup>re</sup> séance du 10 mars 1949 (p. 1478) ; la 1<sup>re</sup> séance du 22 mars 1949 (p. 1669) ; la 2<sup>e</sup> séance du 31 mars 1949 (p. 1922) ; la 1<sup>re</sup> séance du 5 avril 1949 (p. 2023) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 12 avril 1949 (p. 2332) ; la 1<sup>re</sup> séance du 24 mai 1949 (p. 2851) ; la 1<sup>re</sup> séance du 3 juin 1949 (p. 3108) ; la 1<sup>re</sup> séance du 10 juin 1949 (p. 3271) ; la 3<sup>e</sup> séance du 16 juin 1949 (p. 3429) ; la 1<sup>re</sup> séance du 21 juin 1949 (p. 3527) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 21 juin 1949 (p. 3569) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 23 juin 1949 (p. 3705) ; la 2<sup>e</sup> séance du 24 juin 1949 (p. 3766) ; la séance du 2 juillet 1949 (p. 4092) ; la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 5 juillet 1949 (p. 4219) ; la 1<sup>re</sup> séance du 9 juillet 1949 (p. 4451) ; la 1<sup>re</sup> séance du 11 juillet 1949 (p. 4567) ; la 3<sup>e</sup> séance du 11 juillet 1949 (p. 4621) ; la 2<sup>e</sup> partie de la 2<sup>e</sup> séance du 13 juillet 1949 (p. 4742) ; la 3<sup>e</sup> séance du 25 juillet 1949

(p. 5242); la 1<sup>re</sup> partie de la 3<sup>e</sup> séance du 26 juillet 1949 (p. 5295); la 2<sup>e</sup> séance du 22 novembre 1949 (p. 6176); la 3<sup>e</sup> séance du 1<sup>er</sup> décembre 1949 (p. 6517); la 1<sup>re</sup> séance du 16 décembre 1949 (p. 6949); la 2<sup>e</sup> séance du 26 décembre 1949 (p. 7261); la 1<sup>re</sup> séance du 27 décembre 1949 (p. 7329); la 1<sup>re</sup> séance du 31 décembre 1949 (p. 7637). — Prend part à la discussion du projet de loi sur les publications destinées à la jeunesse; Art. 12 : *Son amendement tendant à prévoir une taxe spéciale sur les dessins et plans étrangers* [27 janvier 1949] (p. 176). — Est entendue sur le procès-verbal de la cérémonie commémorative du centenaire de la mort de F. Chopin [8 février 1949] (p. 399). — Prend part à la discussion du projet de loi modifiant le Code du travail : *Discussion générale* [18 février 1949] (p. 700, 701). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question relative au détournement par des employés de la préfecture de Gap, de dossiers d'Espagnols résistants [4 mars 1949] (p. 1257). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à une exposition de la Résistance : *Discussion générale* [3 juin 1949] (p. 3151); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3152). — Est entendue sur le règlement de l'ordre du jour : *Suppression de la séance du mardi matin* [3 juin 1949] (p. 3152). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation des dépenses militaires pour 1949; Etat A, DÉFENSE NATIONALE, Chap. 1130 : *Son amendement tendant à supprimer les crédits pour les missions temporaires à l'étranger* [16 juin 1949] (p. 3406); — d'une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à sanctionner une infraction au règlement : *Question posée par M. Fonlupt-Esperaber* [7 juillet 1949] (p. 4329); — d'une proposition de loi relative à l'étendue des autorisations de poursuite contre les membres de l'Assemblée Nationale; Art. 2 : *Amendement de M. Minjoz tendant à modifier le titre de la proposition de loi* [8 juillet 1949] (p. 4437); — du projet de loi relatif au Conseil de l'Europe : *Discussion générale* [9 juillet 1949] (p. 4480, 4481, 4482, 4483); Article additionnel : *Son amendement tendant à prévoir la gratuité des fonctions de délégué* (p. 4502); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [23 juillet 1949] (p. 5107). — Dépose une demande d'interpellation sur l'expulsion de sept marins grecs en partance pour la Tchécoslovaquie [20 juillet 1949] (p. 4895). — Prend

part à la discussion : du projet de loi portant ratification du Pacte Atlantique (*Suite du débat*) [22 juillet 1949] (p. 5073); — du projet de loi portant réforme du régime des pensions de certains personnels de l'Etat amendé par le Conseil de la République : *Sa proposition de renvoyer le débat au lendemain* [30 juillet 1949] (p. 5614). — Dépose une demande d'interpellation sur les poursuites intentées par le Gouvernement aux organisations manifestant contre la guerre d'Indochine [25 novembre 1949] (p. 6357). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif à la ratification de l'accord d'aide mutuelle entre la France et les Etats-Unis; Article unique : *Procédure du vote* [15 mars 1950] (p. 2089); *Son amendement tendant à compléter l'article par un alinéa prévoyant que les armes livrées par l'Amérique ne seront pas destinées à des opérations de police* (p. 2089, 2090, 2091); *Son rappel au règlement (Utilisation du temps de parole accordé au groupe communiste)* (p. 2098). — Pose à M. le Ministre des Affaires étrangères une question relative aux Français détenus à la prison de San Miguel de Los Reyes (Espagne) [17 mars 1950] (p. 2144, 2145). — Dépose une demande d'interpellation : sur la bienveillance manifestée par le Gouvernement envers certains nazis et des journaux comme *le Figaro* qui publient leurs souvenirs [1<sup>er</sup> avril 1950] (p. 2789); — sur le déroulement du procès intenté contre Mme Lambert et M. Signor à Brest [24 mai 1950] (p. 3861). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; JUSTICE : *Discussion générale* [1<sup>er</sup> juin 1950] (p. 4113). — Est entendue : sur un incident (*Ses observations sur le terme de « bicot » qui aurait été appliqué au Sultan du Maroc par M. Moch*) [19 octobre 1950] (p. 7021); — sur une modification de l'ordre du jour (*Débat sur le réarmement de l'Allemagne*) [20 octobre 1950] (p. 7088, 7089). — Prend part à la discussion du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration; Art. 11 : *Amendement de M. Bourbon tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures et délations* [17 novembre 1950] (p. 7893, 7894); Art. 17 : *Son amendement tendant à supprimer le chapitre prévoyant des libérations anticipées quelle que soit la durée de la peine* [4 décembre 1950] (p. 8482, 8483, 8484, 8485); Art. 18 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif aux libérations anti-*

*ciées* (p. 8497). — Est entendue : sur le procès-verbal de la séance précédente (*Discussion du budget des Affaires étrangères*) [5 décembre 1950] (p. 8614); — sur la nomination des membres de la Commission des affaires étrangères (*Cas de M. Marin*) [25 janvier 1951] (p. 363). — Dépose une demande d'interpellation sur le vote d'une résolution américaine par la France à l'O. N. U. qui prolonge la guerre de Corée [2 février 1951] (p. 679). — Prend part à la discussion du projet de loi portant développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; INTÉRIEUR, Chap. 100 : *Ses observations sur l'arrestation de militants communistes espagnols* [6 février 1951] (p. 797); COMMISSARIAT AUX AFFAIRES ALLEMANDES ET AUTRICHIENNES, Chap. 1000 : *Voyage de M. Bardèche en Allemagne* [5 avril 1951] (p. 2734). — Est entendue sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Discussion des interpellations sur la politique internationale*) [6 février 1951] (p. 801, 802). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative aux allocations familiales accordées aux réfugiés espagnols [16 mars 1951] (p. 2049). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 13 : *Son amendement tendant à élire les candidats ayant obtenu la majorité absolue des électeurs inscrits* [21 mars 1951] (p. 2330, 2331); — du projet de loi relatif au développement des dépenses d'investissements pour 1951; DOMMAGES DE GUERRE ET RECONSTRUCTION, Art. 1<sup>er</sup> : *Insuffisance des 263 milliards de crédits prévus* [13 avril 1951] (p. 3259, 3260, 3261).

**BRILLOUET (M. Maurice), Député de la Charente-Maritime.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la marine marchande et des pêches [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la comptabilité (p. 103); de la Commission des finances [21 janvier 1947] (p. 27); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la

Commission des boissons [31 mai 1949] (p. 3014), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

**Dépôts :**

Le 17 juillet 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal applicable aux ostréiculteurs-mytiliculteurs, n° 2048. — Le 25 août 1948, un rapport au nom de la Commission chargée d'examiner une demande en autorisation de poursuites contre un membre de l'Assemblée, n° 5376. — Le 23 septembre 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder d'urgence aux viticulteurs et agriculteurs sinistrés de la Charente-Maritime, à la suite des orages de grêle de fin juillet et commencement août, des indemnités, des crédits à faible intérêt et des dégrèvements d'impôts, n° 5520. — Le 25 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires pour permettre aux Coopératives laitières productrices et aux producteurs de caséine, de sous-produits laitiers, d'écouler leur production à un prix rémunérateur et d'éviter toutes importations, n° 6609. — Le 16 juin 1949, une proposition de loi tendant à abroger les taxes sur les produits laitiers instituées pour financer le Fonds national de progrès agricole, n° 7469.

**Interventions :**

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947; Dépenses civiles; Etat A; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, Secrétariat de la Marine Marchande; Chap. 518 : *Subvention à l'office scientifique des pêches maritimes* [18 juillet 1947] (p. 3215); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 12 bis : *Son amendement tendant à élever l'abattement à la base à 80.000 francs pour les ostréiculteurs* [23 avril 1948] (p. 2226); *Amendement de M. Marc Dupuy tendant à élever cet abattement à la base à 60.000 francs* (p. 2227); *Son amendement tendant à appliquer l'article aux ostréiculteurs employant leurs parents ou moins de deux ouvriers* (p. 2227, 2228); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République : Art. 29 ex 52 : *Droits de consommation sur les vins à appellation contrôlée* [10 juin 1948]